



Arrêt

n° 85 514 du 1^{er} août 2012
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA V^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 avril 2012 par X, qui déclare être de nationalité mauritanienne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 27 mars 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 6 juin 2012 convoquant les parties à l'audience du 27 juin 2012.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me Julien WOLSEY, avocat, et N.J. VALDES, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

«A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité mauritanienne, d'origine ethnique peule, originaire de Ferrala (village situé près de M'Bagne) et de confession musulmane. Vous n'avez aucune affiliation politique.

A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants.

En 2009, les bergers du préfet et du commissaire de M'Bagne ont introduit leurs animaux dans vos champs. Avec deux autres villageois, vous vous êtes rendu chez ledit préfet afin de lui demander qu'il

retire ses bêtes de votre propriété parce qu'elles détruisaient vos cultures. Il a refusé et vous a dit de ne plus revenir lui parler de cette affaire.

Le 11 décembre 2010, les bergers du préfet et du commissaire de M'Bagne ont à nouveau introduit leurs animaux dans vos champs. Vous et deux agriculteurs avez voulu faire sortir les animaux desdits champs mais les bergers vous ont menacé de vous tuer si vous le faisiez. Vous vous êtes immédiatement rendu chez le préfet pour lui expliquer la situation. Il vous a dit de vous asseoir sur une chaise et d'attendre. Quelques temps plus tard, trois policiers sont arrivés, vous ont embarqué et emmené au Commissariat de M'Bagne. Vous y avez été placé en garde à vue jusqu'au soir puis avez été libéré à condition de vous représenter au commissariat trois jours plus tard. Durant la nuit du 11 au 12 décembre 2010, vous avez organisé une réunion dans votre maison et y avez convié d'autres villageois. Vous y avez discuté de l'hypothèse d'aller porter plainte contre le préfet et le commissaire auprès du gouverneur en raison de cette affaire d'animaux qui détruisaient vos champs. Le 12 décembre 2010, cinq policiers ont débarqué à votre domicile, vous ont sorti de votre lit, déshabillé, frappé, menotté et emmené au Commissariat de M'Bagne. Vous y avez été maintenu en détention pendant trois jours puis avez été transféré à la prison centrale de Nouakchott. Vous y êtes resté jusqu'au 16 janvier 2011, date à laquelle vous vous êtes évadé grâce aux négociations de votre ami Harouna avec un gardien. Le 17 janvier 2011, vous avez embarqué à bord d'un bateau qui se trouvait dans le port de Nouakchott. Vous dites être arrivé en Belgique le 03 février 2011. Vous avez demandé l'asile auprès des autorités compétentes le 04 février 2011.

En cas de retour en Mauritanie, vous déclarez n'avoir qu'une crainte : être tué par les autorités, et plus particulièrement par le préfet avec lequel vous avez eu des ennuis.

B. Motivation

Il n'est pas possible de considérer qu'il existe, dans votre chef, une crainte actuelle et fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. En outre, il n'existe pas de motifs sérieux et avérés indiquant que vous encourez un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la Loi sur les étrangers (loi du 15 décembre 1980).

En effet, des méconnaissances et imprécisions portant sur des points essentiels de votre récit empêchent le Commissariat général de croire que vous avez vécu les faits qui sont à la base de votre départ du pays.

Premièrement, s'agissant de votre principal agent de persécution, à savoir le préfet de M'Bagne (rapport d'audition, p. 8), il y a lieu de relever que vous ne pouvez rien dire sur lui hormis que c'est un maure blanc, qu'il parle le hassanya et le peul et que « c'est quelqu'un qui n'est pas gentil (...), quelqu'un de mauvais ». Ainsi, vous ignorez son identité, sa tribu, son lieu d'origine, son lieu de résidence, depuis quand il exerce les fonctions de préfet de M'Bagne et s'il exerce d'autres occupations professionnelles simultanément (rapport d'audition, p. 8, 11 et 12). Etant donné que vous avez eu plusieurs contacts avec lui lors de votre litige (en 2009 et en 2010), il n'est pas crédible que vous ne connaissiez pas son nom et que vous ne puissiez fournir un minimum d'informations à son sujet; personne qui est selon vous, à la base de vos ennuis avec vos autorités nationales.

Vous ne fournissez pas davantage d'informations sur le commissaire de M'Bagne ni sur les bergers qui ont introduit les animaux dudit préfet et dudit commissaire dans vos champs (rapport d'audition, p. 12 et 15).

Deuxièmement, vous dites que vous avez été arrêté tôt dans la matinée du 12 décembre 2010 en raison de la réunion que vous aviez menée durant la nuit précédente (rapport d'audition, p. 9). Interrogé quant à savoir comment les policiers ont été informés de la tenue de cette réunion, vous déclarez être certain que ce sont les maures du village, et plus particulièrement un homme âgé, qui le leur a dit « parce que tout ce qui se passe dans le village, ce sont les maures qui informent (...) » et « parce qu'à chaque fois que les villageois rencontrent des problèmes, c'est lui qui va les informer » (rapport d'audition, p. 9 et 10). Vous n'étayer toutefois vos supputations par aucun élément concret et précis.

Troisièmement, le Commissariat général considère que vos déclarations relatives à votre détention ne permettent nullement de tenir celle-ci pour établie. A ce sujet, vous vous êtes montré imprécis, peu loquace et n'avez pu donner beaucoup de détails sur vos conditions de détention alors que vous déclarez avoir été emprisonné pendant plus d'un mois (rapport d'audition, p. 6).

Ainsi, invité à expliquer le déroulement des trois jours que vous avez passés au commissariat de M'Bagne, vous vous limitez à dire : « Je suis resté à M'Bagne trois jours. Ma femme et ma soeur m'apportaient à manger ». Interrogé quant à savoir si vous êtes en mesure de donner d'autres informations au sujet de ces trois jours, vous répondez : « Non sauf que ces trois jours étaient durs pour moi parce que n'avais jamais été arrêté auparavant. En plus, être arrêté sans rien faire ce n'est pas gai » (rapport d'audition, p. 18). Ces propos ne reflètent pas une impression de vécu carcéral.

Invité à relater votre détention d'un mois à la prison centrale de Nouakchott en donnant le maximum de détails et de précisions, vos propos manquent également de vécu personnel puisque vous vous contentez de dire que cela a été quelque chose de très difficile dans votre vie parce que vous n'auriez jamais envisagé d'être incarcéré dans une prison avec des grands bandits, que parfois les policiers vous sortaient pour faire des corvées, qu'il n'y avait pas de la bonne nourriture, qu'on ne vous donnait que du pain et que les conditions étaient très difficiles (rapport d'audition, p. 19). Lorsque le Commissariat général vous demande de préciser davantage vos déclarations et vous explique qu'il est de votre responsabilité de le convaincre de la réalité de votre détention, vous ajoutez seulement : « C'est comme je vous ai dit, il faut travailler, ils nous maltraitent, des bandits nous frappent. Il n'y a pas de bonne nourriture. On ne se douche pas. Ce tout ce que je peux vous en dire » (rapport d'audition, p. 19). Aux questions plus fermées qui vous ont été posées ultérieurement au sujet de votre vécu quotidien, de vos codétenus, des maltraitements dont vous avez été victime, de votre cellule et des corvées que vous deviez effectuer, vous avez formulé des réponses vagues et imprécises (rapport d'audition, p. 19, 20 et 21) et n'avez avancé aucun détail personnel et/ou élément concret permettant de croire que vous avez réellement été détenu durant un mois dans une prison mauritanienne dans des conditions difficiles et dégradantes.

A noter également que vous ignorez pourquoi vous avez été transféré à la prison centrale de Nouakchott et que vous ne savez pas qui a donné l'ordre dudit transfert (rapport d'audition, p. 11).

Aussi, au vu du manque de consistance de vos déclarations et du caractère peu loquace de vos déclarations, le Commissariat général s'autorise à remettre en cause la réalité de votre incarcération et, partant, les craintes que vous alléguiez en rapport avec celui-ci.

Par ailleurs, vous n'avancez aucun élément pertinent permettant de croire que vous auriez, à l'heure actuelle, des problèmes en cas de retour dans votre pays d'origine. A ce sujet, vous dites que les seules informations dont vous disposez sont celles qui vous ont été données, en mai 2011, par votre oncle et votre ami [H.] selon lesquelles des policiers se sont présentés à votre domicile après votre départ (sans pouvoir préciser la date), ont arrêté votre épouse et l'ont emmenée au Commissariat de M'Bagne (rapport d'audition, p. 7). Vous n'avez plus de nouvelles de votre pays, et donc par conséquent de votre situation personnelle, de celle de vos proches et de vos terres, depuis mai 2011 parce que vous avez « perdu tout contact » (rapport d'audition, p. 5, 7, 8 et 15). Le Commissariat général souligne, à cet égard, que votre attitude de désintéressement vis-à-vis de votre situation au pays ne correspond nullement à celle d'une personne qui déclare crainte d'être tué en cas de retour dans celui-ci.

Au vu de ce qui précède, il n'est pas possible de conclure à l'existence, en ce qui vous concerne, d'une crainte fondée et actuelle de persécution au sens de l'article 1er, paragraphe A, alinéa 2 de la Convention de Genève. De plus, le Commissariat général est d'avis que l'absence de crédibilité constatée supra empêche de prendre en considération une demande de protection subsidiaire dérivant des mêmes faits.

Les documents que vous avez déposés à l'appui de votre demande d'asile ne peuvent inverser le sens de la présente décision. En effet, si votre carte d'identité tend à prouver votre identité et votre nationalité, il n'en reste pas moins vrai que ces deux éléments ne sont pas remis en cause par la présente décision. La lettre de votre oncle (datée du 05 mars 2011) dans laquelle il vous conseille de ne pas rentrer au pays parce que la police est passée à votre domicile, a arrêté votre épouse et l'a emmenée à la prison de M'Bagne constitue une correspondance privée dont, par nature, la fiabilité et la sincérité de son auteur, personne qui vous est proche, ne peuvent être vérifiées. Le Commissariat général ne dispose, en effet, d'aucun moyen pour s'assurer que cette lettre n'a pas été rédigée par pure complaisance et qu'elle relate des événements qui se sont réellement produits. En outre, il y a lieu de noter que cette lettre se borne à évoquer vos problèmes et ceux de vos proches de manière très succincte. La photo de votre bras prise par le Samu Social atteste que vous avez une cicatrice sur le bras droit mais ne fournit aucune information déterminante sur les circonstances dans lesquelles cette

cicatrice a été réalisée. Enfin, le certificat médical délivré par le docteur Moonens le 12 mars 2012 atteste que vous souffrez de « troubles du sommeil sur fonds anxieux » mais ne fournit aucune information déterminante sur l'origine de vos troubles et de votre anxiété. Il n'est donc pas permis d'établir un lien entre votre cicatrice et/ou vos troubles et les faits que vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile, lesquels n'ont pas été jugés crédibles par le Commissariat général.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1 La partie requérante invoque la violation l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée la Convention de Genève), modifiée par son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatif au statut des réfugiés, de l'article 48, 48/2 à 48/5, 57/7bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ainsi que « des principes généraux de bonne administration, notamment de son principe de préparation avec soins d'une décision administrative, de l'absence de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs et du principe du bénéfice du doute ».

2.2 Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision entreprise au regard des circonstances particulières de la cause.

2.3 Elle demande à titre principal au Conseil de réformer la décision attaquée et d'accorder au requérant la qualité de réfugié ou, à titre subsidiaire, le statut de protection subsidiaire. Elle demande également que les dépens soient mis à la charge de la partie défenderesse.

3. L'examen du recours

3.1 La partie défenderesse fonde sa décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié au requérant sur la base d'une série d'imprécisions affectant la crédibilité de ses déclarations successives.

3.2 Le Conseil estime ne pas pouvoir retenir l'intégralité des arguments de cette motivation qui, soit ne sont pas ou peu pertinents, soit reçoivent des explications plausibles à l'audience et dans la requête introductive d'instance. La requête souligne en effet à juste titre que le requérant est un simple paysan et qu'il ne peut en conséquence pas tout savoir sur le préfet de M'Bagne. Le fait qu'il ne sache rien du commissaire ou sur les bergers qui ont introduit leurs bêtes sur ses terres ou qu'il n'apporte aucun élément à l'appui de son assertion selon laquelle un maure a informé le commissaire de la tenue d'une réunion à son domicile, ne permet par ailleurs pas de mettre valablement en cause la crédibilité des faits qu'il invoque. Le Conseil estime en outre à l'inverse de la partie défenderesse que le requérant a répondu de manière suffisante et complète aux questions qui lui ont été posées par rapport à sa détention. Le fait qu'il ignore les raisons de son transfert à la prison centrale de Nouakchott ne change rien à ce constat.

3.3 Le Conseil relève également que longuement interrogé à l'audience conformément à l'article 14, al. 3 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des étrangers, le requérant tient des propos précis et cohérents qui corroborent et complètent ses déclarations lors de son audition par la partie défenderesse quant aux persécutions dont il affirme avoir été victime.

3.4 Au vu de ces différents éléments, malgré la persistance d'un doute sur quelques aspects du récit du requérant, le Conseil estime qu'il existe cependant suffisamment d'indices du bien-fondé des craintes alléguées pour justifier que ce doute lui profite.

3.5 Conformément à l'article 57/7bis de la loi du 15 décembre 1980, transposant l'article 4, § 4 de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004, le fait qu'un demandeur a déjà été persécuté ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est considéré comme un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas et qu'elles ne peuvent à elles seules être constitutives d'une crainte fondée. En l'espèce, le requérant établit avoir été

persécuté. La partie défenderesse ne démontre, par ailleurs, pas qu'il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ne se reproduira pas.

3.6 Les faits étant suffisamment établis, la crainte du requérant s'analyse dès lors comme une crainte d'être persécuté du fait de son origine peule, entendue au sens du critère de la race repris comme critère de rattachement dans l'article 1^{er} de la Convention de Genève.

3.7 En conséquence, le requérant établit à suffisance qu'il a quitté son pays d'origine et qu'il en reste éloignée par crainte d'être persécuté au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La qualité de réfugié est reconnue à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le premier août deux mille douze par :

M. B. LOUIS, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. PILAETE, greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

B. LOUIS